



Sections de Haute-Loire

Monsieur le Président,

Si nous sommes venus avant l'ouverture de ce CSAL« emplois », ce n'est évidemment pas pour y siéger. Hors de question pour nous de siéger face au massacre des emplois qui se poursuit à la DDFIP 43 !

Les dernières déclarations en lien avec le contexte actuel ne laissent aucun doute sur une austérité qui va encore s'abattre dans des proportions inédites sur le monde du travail, la fonction publique et la DGFIP.

Aujourd'hui plus que jamais, les 550 nouvelles suppressions d'emplois nationales sont pour nous illégitimes et sonnent comme une véritable provocation alors que 2025 avait été annoncée comme une année blanche en termes de suppressions d'emplois.

Il en est de même sur la déclinaison locale en Haute-Loire ou bien loin d'un affichage de « créations » nous constatons de nouvelles suppressions massives cette année dans les services. Cette situation se cumule avec les emplois supprimés depuis des années dans notre Direction, impact délétère sur les conditions de travail des personnels et l'exercice de leurs missions.

Il est donc pour nous inenvisageable d'être associés de quelque façon que ce soit à ces politiques de réduction des moyens alloués à la DGFIP. De plus, ce point est inscrit à l'ordre du jour pour simple information comme si la question de l'emploi était désormais devenue un sujet accessoire ou secondaire, alors qu'elle est au cœur de toutes nos problématiques. Jusqu'à quand continuera-t-on d'adapter l'exercice de nos missions aux moyens qu'on nous refuse au nom de l'exemplarité, de la responsabilité, du contexte sanitaire, de la compétitivité, de la stabilité et demain peut être au nom de l'effort de guerre ?

Si nous sommes venus aujourd'hui, c'est donc pour vous exprimer ce ras le bol !

Si pour vous un dialogue social respectueux et constructif se traduit par un rouleau compresseur de réformes dont vous avez la charge de nous informer, en faisant fi des impacts sur les agents et le service public, alors ce sera aujourd'hui sans nous !

Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques, F.O.DGFIP, sont attachés au service public et à représenter les agentes et les agents qui le rendent tous les jours. Ils méritent plus de considération dans les politiques qui sont menées. Ils méritent davantage de respect. Les instances ne servent pas simplement à l'administration à considérer que la formalité du dialogue social est satisfaite. Il est donc souhaitable et nécessaire que la Direction apprenne à entendre et prendre en compte les arguments des représentants syndicaux pour que les instances remplissent enfin leur rôle